

**CERCLE LITTÉRAIRE DE LAUSANNE**

6 octobre 2011

**CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS****- INTRODUCTION. CONFIANCE ET LIQUIDITÉ**

Une crise ? Oui, l'Occident, nous tous, vivons une crise *financière*, c'est l'évidence quotidienne depuis quatre années. Mais de quelle *crise* parlons-nous ?

Une crise des valeurs ? Oui, l'Occident, nous tous, savons bien que nous vivons une crise des *valeurs*, mais de quelles *valeurs* parlons-nous ?

Est-il un lien entre crise *financière* et crise des *valeurs*, et quel serait- ce lien ?

Mais qu'est-ce qu'une crise ? Une crise est à la fois rupture et opportunité. Prenons cette définition de *Paul Ricoeur* :

"...c'est dans la structure temporelle [le quotidien vécu par moi] du processus de personnalisation [me forger une opinion]<sup>1</sup> que réside le nœud [le possible dénouement] de la crise. L'engagement [traduire l'opinion en acte responsable] est cet effort dirigé vers la formation de l'avenir humain [mon avenir, celui de mes enfants, de mon pays, de mes croyances] : la crise naît ainsi au carrefour où l'engagement est en lutte avec la tendance à l'inertie, à la fuite, à la désertion [la crise nous place devant un choix responsable]."<sup>2</sup>

Les valeurs évoquées, nos valeurs, sont les valeurs *judéo-chrétiennes*, celles qui fondent notre culture et notre identité. La crise, c'est *cette "Crise de la culture"* qu'*Hannah Arendt* diagnostique<sup>3</sup> dans la banalisation généralisée de toute chose : *dépersonnalisation, déresponsabilisation*, perte de l'identité, du repère.

Notre propos n'est pas de définir les valeurs en crise, mais le lien entre un *symptôme* tangible (la crise financière) et un *mal* diffus (la crise des valeurs). Or il est un sentiment universel qui, s'il n'est pas une valeur en soi, est le produit de l'ensemble de nos valeurs : la *confiance*. La *confiance*, c'est le respect de la personne dans sa dignité de créature au libre-arbitre, c'est le respect des institutions qu'elle a construites pour son bien-vivre. Selon Le Petit Robert la confiance c'est la *créance*, la *foi*, la *sécurité*, je résume : la confiance c'est la *foi* en l'autre, en l'Autre, le *credo* latin<sup>4</sup>, la *pistis* grecque<sup>5</sup>. *Créance, foi, sécurité*, voilà des notions qui sont au fondement de la culture et de l'identité judéo-

---

<sup>1</sup> Les phrases entre crochets sont mes commentaires

<sup>2</sup> RICOEUR Paul, conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'Université de Neuchâtel pour le titre de Dr honoris causa, sous le titre : *La crise : un phénomène spécifiquement moderne ?*

<sup>3</sup> ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, (trad.) Paris, Editions Gallimard, 1972 et *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983

<sup>4</sup> Confier en prêt, tenir pour vrai, croire, penser, avoir confiance, se fier, ajouter foi, croire

<sup>5</sup> Confiance, crédit, bonne foi, fidélité, foi, croyance ; ce qui fait foi, action de tenir pour vrai, moyen d'inspirer confiance, de persuader, preuve. Utilisé aussi dans le sens du serment devant les dieux, du gage donné aux dieux, de la confiance dans les dieux, du pacte

chrétienne. Comme le montre Emmanuel Levinas<sup>6</sup>, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène *au Tout Autre*, à *l'infini*, à *Dieu*, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot<sup>7</sup>, puisque comme le résume Levinas : "c'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie."<sup>8</sup>

La confiance, la *foi* dans l'autre qui mène à l'Autre, sont la clé du sens que nous donnons à notre finitude (fussions-nous croyants ou athées) et la clé de la valeur que nous plaçons dans la personne. Ces clés sont bien celle de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes.

Or la *confiance* est la clé du système financier. En termes techniques on parle de la "*liquidité* du système". La liquidité est non seulement l'expression monétaire de la *valeur* économique, elle est à la fois le moyen et l'expression de la relation que les acteurs financiers entretiennent entre eux et avec les acteurs économiques. La disparition de la liquidité entraîne la disparition de la relation. La raréfaction de la liquidité entraîne les prix à la hausse, à commencer par ceux du crédit. La multiplication de la liquidité induit l'inflation et la perte de valeur économique.

Or la crise que nous vivons depuis 2006, qui est unique en particulier par sa longévité, est une crise de *liquidité* du système : c'est une crise de *confiance systémique*. Une autre particularité de cette crise est qu'elle se soigne par l'injection quasi sans limite de liquidités, processus qui est rendu possible par le caractère souverain des Etats et de leur banque centrale. Le problème est quadruple :

- soigne le mal par le mal : faute de confiance, les liquidités injectées dans le système pour l'irrigation des circuits économiques et la relance de la croissance, retournent aux banques centrales sous forme de dépôts rémunérés, aggravant le défaut de liquidités et renforçant le manque de confiance
- la création ci-dessus de non-valeur économique se traduit comptablement par la montée exponentielle de l'endettement des Etats
- l'excès d'endettement des Etats met en question leur souveraineté, partant la qualité de l'endettement
- la masse de liquidités créée sans valeur économique stocke un potentiel de dévalorisation des liquidités et des valeurs économiques qui s'appelle l'inflation. Jamais si ce n'est à la fin de l'Empire romain et avant la montée du nazisme, le potentiel d'inflation galopante n'a été aussi élevé. Il est à ce jour contenu par le maintien artificiel des taux d'intérêts à un niveau proche de zéro
- la montées du marché des actions depuis septembre 2011 à ce jour n'est pas l'expression d'une croissance des valeurs économiques, mais le reflet évanescent et fragile d'une poussée des liquidités qui cherchent à se placer. A preuve le chômage augmente jusqu'à des niveaux

---

<sup>6</sup> LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

<sup>7</sup> in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

<sup>8</sup> in LEVINAS ibid.

insupportables en Europe (11 % début septembre 2012), au mieux stagne depuis six ans à plus de 8 % aux USA, taux qui dépasse et de loin le minimum supportable.

Le chômage est à mes yeux le seul critère définitif qui permette de mesurer l'état de crise et la pertinence des mesures sur la durée. Je mentionnerai deux chiffres :

- aux USA, le chômage réel (compte tenu des personnes sorties des statistiques pour chômage de longue durée) dépasse les 18 %
- le chômage des jeunes en Espagne par exemple atteint les 52 % (51 % en Grèce), ce qui signifie qu'une génération entière est sacrifiée. L'idée que je propose est que les symptômes sont à notre portée et que leur analyse nous amène à identifier le mal, qui n'est pas la crise financière ou économique, mais une crise de confiance qui nous interpelle au fondement des valeurs de notre société.

Quant à la Suisse, qui pour le moment est épargnée par le chômage, la crise financière est entrée par la grande porte institutionnelle et nous verrons que le lien entre crise financière et crise des valeurs est ici particulièrement explicite.

Le lien entre crise financière et crise des valeurs étant introduit par la double clé de la confiance et de la liquidité, nous allons parcourir quelques événements de crise afin de l'illustrer et de l'approfondir, en distinguant différentes crises en fonction de la nature du lien qui relie finance et valeurs, ou confiance et liquidités :

**1- CRISE DES SUBPRIME (2006 - 2008)**

**2- CRISE DU CRÉDIT (2008 - 2012)**

**3- CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE (2008 - 20XX)**

**4- CRISE DU CHEVAL DE TROIE (HELLÈNE ET LES AUTRES) (2008 - 20XX)**

**5- CRISE EUROPÉENNE DE LA TERRE BRÛLÉE**

**6- CRISE DE LA BALLE DANS LE PIED : LA SUISSE EN CRISE  
(2007 - 20XX)**

## 1- **CRISE DES SUBPRIME (2006 - 2008)**

### **Définition et processus**

Crédits hypothécaires, débiteurs non-solvables, droit de gage direct du créancier

### **Crise**

\$ 1000 milliards pertes (23 % du crédit immobilier USA), - 42 % demande maisons neuves, - 20 à 30 % prix immobilier, 20 millions d'Américains à la rue, 50 millions au-dessous seuil de pauvreté (2012)

### **Symptômes**

Dichotomie risque - responsabilité, transfert et dislocation du risque, gain immédiat et sans rapport avec le risque, pas de justification économique

### **Diagnostic**

- Construction babélique de la finalité économique et du bonheur familial (*housing*, rêve US)
- Impasse sur les conséquences sociales, mensonge légal, vide éthique
- Illusion prométhéenne : gain financier immédiat, la finance au service de la finance et non plus de l'économie

### **Conséquences**

- Confusion quant aux acteurs, aux biens et aux risques économiques. Débuts de contagion : émergence du «**crédit toxique**»
- Réactions limitées à la sauvegarde des créanciers directs, pas de diagnostic, rupture de confiance sectorielle et locale
- UBS : la première à entrer en crise, à la résoudre via le Gouvernement, mensonge par omission
- Pas de diagnostic économique ou éthique, ni d'Etat d'urgence, ni de médication

## 2- **CRISE DU CRÉDIT (2008 - 2012)**

### **Définition et processus**

- Contagion du crédit toxique aux crédits et hors-bilan bancaires
- Débordement sur l'ensemble des acteurs financiers (brokers et «assureurs de crédit») par l'hybridation du mauvais et du bon crédit (*hedging*), des valeurs douteuses avec les bonnes valeurs (*securitization*)
- Du mal local et sectoriel (réglementé et contrôlable) à la pandémie (marché globalisé, déréglementé, hors contrôle)
- Emballément instantané du système par le bras du levier financier

### **Crise**

Wall Street, cœur de la finance mondiale, est au bord du collapsus :

- **Bear Stearns Companies Inc.** (5<sup>ème</sup> plus grande banque de Wall Street) reprend ses HEDGE FUNDS privés de contrepartie : 20 milliards de pertes, au bord de la faillite, chute de l'action de \$ 123 à \$ 10, renflouée par la FED (invention du TO BIG TO FAIL ET RULE OF EXCEPTION), Bear Stearns est vendue de force par la FED à JP Morgan pour \$ 2 (!), mettant à disposition 30 milliards de dollars
- 13 organismes de crédit US, Indy Mac, Deutsche Industrie Bank (IKB), SICAV BNP, UBS
- **Fanny Mae** et **Freddie Mac**, instituts créées pendant la Grande dépression par l'Etat, pour faciliter le crédit hypothécaire, 5300 milliards de crédits hypothécaires (70 % des crédits hypothécaires US) **titrisés** et/ ou **hedgés** et donc répandus dans l'ensemble du marché mondialisé (*mortgage-backed-securities*), en un jour l'action est dévalorisée de 74 %. Intervention directe de l'Etat et de la Fed
- **Faillite de Lehmann Brother**
- **Morgan Stanley, Goldman Sachs** se mettent sous la protection de la FED, puis toutes les banques d'affaires, y compris **Bank of America**. Goldman Sachs avait géré la contrepartie swap et assurance du montant de 47 milliards de dette grecque que la **Grèce** avait soustrait de ses statistiques (de concert avec Bank of Scotland)
- **Wall Street** folles semaines de panique, 4 août **crash** boursier (25 à 40 % : 820 milliards \$ en fumée)
- **American Insurance Group (AIG)**, troisième plus grand assureur mondial (après ING et Axia) (130.000 employés, 74 millions de clients, repris par le gouvernement à 85 %), grâce à un prêt de 85 milliards au taux de 8.5 % au-dessus du *Libor*, suite aux pertes de 18 milliards encourues en raison du manque de contrepartie dans les **Credit Default Swaps**. Le bureau de Londres

- (*hedge* : a passé du *money market fund* au *commercial paper*) avec sa petite banque d'investissement sur les dérivées, détient des **CDS** pour 62 milliards fin 2007
- **octobre - novembre 2011** : **MF Global Holdings Ltd**, faillite. Trader depuis 1783, membre du "*Over-the-Counter Group*", agent financier mondial majeur sur les dérivées. \$ 200 millions de perte sur position de 6 milliards sur le pari de la faillite grecque, trou de 700 millions dans la comptabilité, délits d'initiés possibles. L'**escroquerie** continue et coûte de plus en plus cher
  - **janvier - avril 2012** : **JP Morgan**. Perte de 2 milliards sur le négoce et relance le débat sur la réglementation (projet de Loi **Dodd-Frank sur la réforme de Wall-Street**, la séparation des banques selon le type de leurs activités) et, partant, de la finance mondiale). JP Morgan en tête, qui a dû absorber **Bear Sterns** et **Washington Mutual** et qui passait pour un **modèle, refuse** l'idée de la re-réglementation et taxe Bâle III d'anti-américain (FP de 8 % chez eux contre 19 % prévus). Signes de **rupture** des Alliés !

Rumeurs de 5 à 9 milliards de pertes sur la spéculation pour compte propre. James Dimon, le Président, assume, ce qui est conforme à la culture anglo-saxonne et contraire à la culture continentale. Il s'agirait de **paris indicels sur la solvabilité de grands groupes américains** pour plus de 100 milliards. Rien n'a changé, bien au contraire depuis le symptôme des *subprime*. La banque, signe indubitable de problème profond, suspend son programme de rachat de ses actions (15 milliards prévus jusqu'en 2013, dont 12 en 2012 le 21 mai 2012).

- **juin 2012** : **Face-Book**, entrée "mitigée" en bourse : 100 milliard. Le comble de la **dérive financière**. Position spéculative perdante de Morgan Stanley (deux milliards de pertes le lendemain ?)

Première **condamnation** des huiles de Wall Street depuis le début de la crise : Rajat Gupta (gradué Harvard, président de Mc Kinsey, administrateur Procter & Gamble, Goldman Sachs, milliardaire couvert d'honneurs et philanthrope, pour délits d'initiés.

- **juillet 2012** : LIBOR<sup>9</sup>-gate jusqu'aux USA via Réserve fédérale de NY, possible manipulation cartelaire, entente frauduleuse dénoncée par UBS en 2011 sous couvert de la repentance ! Les \$à, "membres du cartel" assignés par la justice US : UBS, J Morgan, Chase, Barclays, avec des soupçons sur Citigroup, HSBC, Royal Bank of Scotland, Deutsche Bank
- **3 août (lundi) 2012** : panique à la bourse : Knight Capital, courtier et *market maker* de plus de 500 titres de premier ordre, menacé avec l'ensemble des places financières, suite à des erreurs de comptabilisation informatique de centaines de milliers d'opérations en bourse faites dans la journée du 1<sup>er</sup> août, (1400 emplois, 5 millions de comptes), voir ci-dessous
- FED accroît son soutien à l'économie, après **QE1**<sup>10</sup> (1700 milliards), **QE2** (600 milliards) et **TWIST** (700 milliards) : QE3, croissance stagne à 1.5 % et chômage à 8%, argent facile qui profite à la bourse

<sup>9</sup> London interbank offered rate, le marché arbitre chaque matin le taux d'intérêt de référence du jour (enjeu : des centaines de milliards de \$ au quotidien)

<sup>10</sup> Quantitative Easing : rachat de Treasury bills (notes de crédit à court terme du Gouvernement) contre injection de monnaie

- **Fiscal cliff** USA (Impasse budgétaire). Plafond endettement fédéral : 14.290 milliards<sup>11</sup> et 3 fois le PIB US si l'on ajoute les engagements de chaque Etat, du privé et du secteur. Problème d'échéance : 58 % des bons du trésor échus en 2014, soit 2300 milliards en 2011, 3000 milliards entre 2012 et 2014. Déficit budgétaire : 1500 milliards, soit 10 % du PIB.: obligation constitutionnelle début 2013 de couper les dépenses d'abord, puis d'augmenter les impôts pour diminuer la dette de 109 milliards par an, perte immédiate de 2 millions d'emplois, entrée en récession US et du monde

### 3- **CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE US (2008 - 20XX)**

#### **Définition et processus**

- L'assèchement du marché compromet la solvabilité de l'Etat et, partant, sa souveraineté.
- L'Etat crée des ressources artificielles pour sauver en direct le système financier et préserver l'économie de l'effondrement.
- Certains Etats sont mis sous tutelle technocrate.
- Les banques se tournent vers les **fonds souverains**<sup>12</sup>, et contournent ainsi les réglementations
- Les salariés et les retraités paient la facture
- La Suisse est désignée bouc émissaire et se défend mal

#### **Crise**

- Rapport de la **commission parlementaire** US présidée par le sénateur Rubin de 600 pages présente deux conclusions qui apparaissent comme des symptômes-repères de la crise :

*Le plus grand vol qu'on ait jamais pu imaginer dans l'histoire,*

*Ce cas montrera si la justice américaine est capable de juger d'après les faits, et non pas d'après les individus qui sont derrière les faits*

- Plan **Paulson-Bernanke** (futur Plan **TARP**<sup>13</sup> : l'Etat reprend ses parts et **sauve** les deux établissements Morgan Stanley et Goldman Sachs. **Injection** de 700 milliards

<sup>11</sup> **1917 : 11.5 milliards, septembre 2012 : 16.400 milliards**

<sup>12</sup> UBS, participation directe du Qatar, puis en mains d'un fonds souverain de Singapour (6 à 8 % du capital, soit la majorité)

<sup>13</sup> **Troubled Asset Relief Programm**

**TARP** : (Post-keynésianisme) croissance par la planche à billet illimitée, mise sous tutelle des banques (garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés), augmentation dépenses publiques, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat mondial** proposé.

**TARP** se développe souplement en fonction de la pratique : la **FED** élargit les collatéraux garanties de financement, et allonge la maturité des prêts ; elle prend directement le risque de l'**endettement**, de la baisse des taux, de l'**inflation**, et reprend le financement principal des banques et des entreprises : c'est le **Bank relief funds, Special liquidity Schem**, ou garantie étatique des dépôts, **garantie de liquidité**.

- **Plan Obama-Geithner** : volonté politique d'inventer un régulateur systémique. La Fed plus un comité de régulateurs, plan abandonné 21 janvier 2010. Volonté du retour à la réglementation (*hedge, over the counter*), le retour au **Glass-Steagall Act**<sup>14</sup> de 1933, aboli en 1970 lors de la déréglementation mondiale.
- Loi **Dodd Frank**, cadrage des dérivées, limitation de la spéculation pour **compte propre**, encadrement des **to big to fail**, mais pas de visée sur les fonds propres des banques (pour mémoire : Europe, accord du 23 octobre sur les 9 % de fonds propres et Suisse, accord séparé jusqu'à 19 %)

Désignation des *to big to fail*, avec plan de secours présenté dès 2012, révision une fois l'an et obligation de FP non précisée à partir de 2016, surveillance de la rémunération des dirigeants (la mythologie devient universelle) :

UBS, CS, Bank of America, Bank of China, Bank of New-York Mellon, Banque Populaire CdE, Barclays, BNP Paris-bas, Citigroup, Commerzbank, Deutsche Bank, Dexia, Goldman Sachs, Crédit agricole, HSBC, ING Bank, JP Morgan Chase, Lloyds Banking Group, Mitsubishi UFJ FG, Mizuho FG, Morgan Stanley, Nordea, Royal Bank of Scotland, Santander, Société générale, State Street, Sumitomo Mitsui FG, Unicredit Group, Wells Fargo

- **21 juin 2012 : FED** : prolongation de l'opération **Twist** du 30 juin au 31 décembre (échange d'ici à la fin de l'année de 270 milliards de bons du Trésor à moins de 3 ans contre des obligations de 6 à 30 ans, pour faire baisser les intérêts à long terme), maintien du taux directeur quasi nul

### **Symptômes**

- La liquidité a disparu du système financier
- De nombreuses escroqueries sont à la base de la crise
- USA septembre 2012 : **chômage stable** à 8.1 (baisse de 0.01 due aux sorties retraite !) dont 45 % des 17-25 ans, 25 % Espagne (**jeunes** : 53 %), 34 % Grèce, jeunes 51 %)
- La croissance n'est pas au rendez-vous et l'Occident entre en récession

<sup>14</sup> Nous répétons : séparation des banques de dépôts et d'investissements

### ***Diagnostic***

Le système financier est en état de collapsus et ne dispose pas des ressources nécessaires à la survie

Le montant et les engagements de la non-valeur économique (finance virtuelle), démultiplié à l'infini par le bras de levier de la technique financière, est en mesure d'entraîner dans la faillite l'ensemble de ses substrats sociaux, économiques, financiers avec des conséquences catastrophiques pour l'Occident et très lourdes pour le reste du monde

### ***Conséquences***

Le Gouvernement et la Banque Centrale US :

- se substituent aux organes responsables des plus importants acteurs financiers, octroient des crédits et remodèlent partiellement la structure de Wall Street
- sauvent provisoirement le système par un train de mesures financières : injection massive des liquidités dans le système, émission illimitée de monnaie, rachat massif de la dette du Gouvernement contre l'émission de monnaie
- accroissent exponentiellement l'endettement de l'Etat fédéral
- font le pari de la stimulation positive de la croissance aux risques : de la contradiction, de la perte de crédibilité, des engagements intenable, de l'inflation
- font une série de tentatives de réglementation
- permettent le retour en force du ***hedging*** et de la ***shadow finance***. Le risque **CDS<sup>15</sup>** en particulier passe de **25** milliards à **1000** milliards à travers le monde
- d'août 2008 à fin 2011 soutiennent la finance sous perfusion<sup>16</sup>

En général :

- La finance secourt la finance sans s'attaquer au mal
- La charge de l'économie est aggravée
- La liquidité pourtant illimitée n'irrigue pas le système
- La confiance n'est pas rétablie
- La souveraineté de l'Etat est mise en cause

---

<sup>15</sup> Credit default swaps

<sup>16</sup> Voir ci-dessous : ***Les Remèdes***

- **BRIC**<sup>17</sup> : Les pays émergents ne sont pas en cause. Ils poursuivent leur différenciation, à titre de référence le taux de croissance des pays les plus dynamiques (taux de croissance de 2011 à 2015), en % : Chine 9.5, Inde 8.2, Afrique 7.0

#### 4- **CRISE DU CHEVAL DE TROIE (HELLÈNE ET LES AUTRES) (2008 - 20XX)**

##### **Définition et processus**

L'UEM<sup>18</sup> par le biais de la Troïka (CE, BCE, FMI) s'est substituée à la souveraineté d'un Etat membre

##### **Crise**

- octobre 2010 Premier plan d'aide à la Grèce

Dette grecque : **327** milliards (**150 %** du PIB)

Aide : **110** milliards (emprunt géré par la Commission européenne (indépendant des fonds de stabilisation : FESF, MESF)<sup>19</sup>, prévu se déployer sur 3 ans (Commission 20, FESF 60, FMI 30), sous **compétence** de la troïka des créanciers (commission européenne, BCE, FMI).

- juillet 2011 : Deuxième plan d'aide à la Grèce

**130** milliards, moyennant **invitation** aux banques privées de twister les échéances sur le long terme moyennant une décote contractuelle (volontaire !!!) de **21 %**<sup>20</sup> (soit 37 milliards). But réduire l'endettement à 130 % du PIB.

N.B. : Un effet pervers de la dette grecque : l'importance de la contribution "volontaire" des banques à twister la dette grecque, moyennant le renoncement à 21 % du nominal, vient du fait qu'un défaut par constatation d'insolvabilité (pour 21 % par exemple), soit une faillite, provoquerait la **suspension immédiate et automatique des assurances Credit Default Swaps**" (CDS), contractés au fil du temps par les banques européennes auprès des banques US. Explosion du système financier !!!

- octobre 2011

**Décote** de 50 % des créances bancaires sur la Grèce (base *volontaire*) et **recapitalisation** des banques touchées par la Grèce (**100** milliards sur 350 milliards de dettes grecques) à concurrence de 9 % en priorité par capitaux privés (modus inconnu), soit 120 % du PIB au lieu de 150 % (insuffisant !)

<sup>17</sup> Brésil, Inde, Russie, Chine

<sup>18</sup> Union Economique et Monétaire

<sup>19</sup> Fonds Européen de Stabilisation financière (Luxembourg), Mécanisme Européen de Stabilisation Financière (à entériner après décision en septembre 2012 de la Cour constitutionnelle quant à sa constitutionnalité.

<sup>20</sup> Contre 50 % en réalité

## ***Symptômes***

Les dettes souveraines ne le sont plus pour l'Irlande, le Portugal, la Grèce, et sont en balan pour l'Espagne, l'Italie, la France. Les liquidités injectées à coups de milliers de milliards retournent aux banques centrales, ou encore financent la croissance artificielle de la bourse

## ***Diagnostic***

- La crise est devenue la crise de la dette souveraine
- La souveraineté de l'Etat de droit est mise en cause
- La Grèce a perdu sa **souveraineté**. Elle n'est plus une **démocratie**.

La stratégie du Cheval de Troie consiste à occuper un Etat souverain et à lui dicter les mesures qui, pour un objectif financier (désendettement des banques européennes), compromettent les acquis sociaux et politiques.

## **5- CRISE EUROPÉENNE DE LA TERRE BRÛLÉE**

### ***Définition et processus***

Politique de rigueur : diminuer la dette sans la croissance, retour aux clés du 60 % d'endettement par rapport au PIB et du 3 % de déficit budgétaire. Marche forcée vers le reddition budgétaire et fiscale, perte de souveraineté et contournement de la démocratie

### ***Crise***

- Dès 2010

**Fond Européen de Stabilité financière (FESF)**, doté par les 17 membres de l'UEM au prorata de leur capacité contributive pour des émissions obligataires en faveur des Etats membres (dont à l'origine Grèce, Portugal, Espagne !)<sup>21</sup> avec une limite de crédit de 750 milliards, garanti par la BCE, est ouvert en liaison avec deux autre facilités de crédits prises dans le cadre du futur **MESF** :

**60** pris dans le cadre du **MESF** par la Commission européenne sur son budget, pour droits de tirage (à ne pas dépenser) répartis entre les 27 membres de l'UE, **250** par le Fonds Monétaire International (**FMI**)

- Octobre 2011

---

<sup>21</sup> 119.4milliards par l'Allemagne, 89.7 par la France, 78.8 par l'Italie, 12.4 par la Grèce, 4.4 par la Slovaquie

Montant limite d'utilisation a été abaissé à 440 milliards, utilisé partiellement pour financer Grèce, Irlande et Portugal

- février 2012

BCE : stoppe son programme d'achat d'obligations d'Etat sur le marché secondaire avec déjà 220 milliards à l'actif

- avril 2012

Montant augmenté à **780**. Avec la suppression des contributions grecques et irlandaises, et suite aux déboursements en leur faveur : le FESF avait fondu de 750 à 440 milliards. Il ne couvre pas besoins Espagne et Portugal d'ici à 2013. Besoins avérés : **3000** milliards !

Le FESF est un fonds d'urgence créé en attendant une institution officielle ayant le droit de communautariser la dette des Etats, non seulement des banques

**Mécanisme Européen de Stabilité Financière (MESF pour janvier 2013)**: cadre de facilités de crédits qui fait appel aux ressources communes à l'Union européenne et au Fonds Monétaire International au prorata des capacités contributives des membres, destiné aussi bien à assurer la stabilité de la Zone euro (17 membres) que celle de l'Union Européenne (27 membres).

Le MESF est destiné à tirer l'ensemble de l'UE vers une indispensable et trop longtemps repoussée **intégration budgétaire et fiscale**, condition sine qua non pour transformer l'**Union Economique et Monétaire (UEM)** en une véritable union économique et faire de l'**Euro** un réel instrument monétaire. Il s'agit ni plus ni moins de passer à l'intégration des politiques fiscales et budgétaires, ce qui ferait renoncer à la règle sacro-sainte de l'**unanimité** avec à la clé la perte des ultimes **compétences** nationales. Le MESF est destiné à devenir le futur **Fond monétaire européen** qui, sous la forme d'une banque, permette de concrétiser enfin la solidarité économique et financière entre ses membres. Prévu à l'origine pour 2013, la gravité de la situation le fait envisager pour 2012.

Le MESF est créé dans le cadre du nouveau **Traité de Lisbonne**, avec un paquet de directives européennes (6 en tout) qui renforceront la gouvernance sur la fraude et la manipulation statistique (suite à l'"*affaire grecque*" avec Goldman Sachs), sur des amendes en cas de dérapage budgétaire et sur la mise en œuvre de sanctions automatiques en cas de déséquilibres macroéconomiques. Principe de la majorité renversée, avec droit de veto possible après quorum. Perte décisive de **souveraineté** des Etats-membres, au détriment des petits et en faveur des grands. Capital de dotation : 500 milliards.

Le MESF est programmé pour prendre le relai du FESF créé en attendant

- janvier - avril 2012

**BCE : LTRO<sup>22</sup>** (I : 489) (II en février : 530, soit plus de **1000** milliards en tout) besoins refinancement 800 banques et Etats périphériques, sur trois ans à 1 %, contre des gages émis par les banques centrales des pays demandeurs<sup>23</sup>, pour éviter l'assèchement du crédit<sup>24</sup>, mais l'argent finance la

---

<sup>22</sup> Long term Refinancing Operation

<sup>23</sup> Impossible pour la Grèce suite à son *default*

montée de la bourse ou retourne à la BCE. La BCE pompe là 33 % des liquidités européennes (en tout : 3000). La FED avait injecté 2000 sur 3 ans. FESF toujours à 440 (besoins : 1000 en tout). Effet sur la **bourse** uniquement.

- mai 2012 **L'Espagne ou le langage de bois**

Entre à son tour dans le cyclone : la politique d'austérité n'empêche pas le déficit budgétaire de dépasser les objectifs (9% au lieu de 7 en 2012), les banques disent avoir besoin d'une recapitalisation immédiate de plus de 100 milliards (officiellement, en réalité le montant dépend de la manière de comptabiliser les risques qui paraît en l'espèce au maximum à 20 % du total et on estime le besoin à 280 milliards !),

- 19 et 20 mai 2012

G8 : accueille F. Hollande et confirme la nécessité de **croissance** et le **maintien** de la Grèce dans l'Euro-zone.

Croissance : injecter 120 à **130** milliards, dont 60 à fin 2012 dans les projets européens (soit 1 % du PIB communautaire) via BEI, MESF, garanties publiques d'emprunts privés ou euro-obligations

Taxe sur transactions financières repoussée à fin 2012 (pas d'unanimité)

Rapport demandé pour octobre sur les 4 piliers de l'intégration budgétaire : union bancaire, intégration budgétaire avec surveillance mutuelle, convergence politiques économiques, légitimité démocratique

Pas d'élargissement des troïkas conditionnant l'allocation des aides en-dehors de Grèce, Portugal, Irlande : chaque pays aidé devient **responsable** vis-à-vis de ses pairs

- juillet 2012

**Espagne** : aide des 17, limite de **100** milliards en prêts directs aux banques via le **FESF**, dont 30 débloqués à la fin du mois pour sauver le secteur bancaire touché par la bulle immobilière

BEI<sup>25</sup>, positionnement, potentiel de financement jusqu'à 180 milliards, puis 216 en 2015, sous forme d'euro-obligations de projets, avec le risque de perdre son AAA

Déclarations président **BCE Mario Draggi**,

- 20 juillet : "**prêt à faire tout le nécessaire pour préserver l'Euro...croyez-moi, ce sera suffisant !**", puis **Hollande et Merkel** : "**déterminés à tout faire pour protéger la zone Euro**" : taux de refinancements en nette baisse, bourses nettement positives (SMI 1.36), alors que les pays en difficulté sont en récession accentuée, que le chômage augmente, en particulier celui des jeunes, et le PIB européen stagne

---

<sup>24</sup> *Credit crunch*

<sup>25</sup> Banque européenne d'investissements, actionnaires : les 27, avec financement pour la moitié hors zone de projets d'infrastructure

- 2 août "**BCE pourrait reprendre ses achats obligations publiques marché secondaire...pour autant que les Etats aidés suivent un programme de redressement et qu'ils fassent la demande de rachat.**" Bourses retombent. Voir 6 septembre

- septembre

Lancement de **OMT**<sup>26</sup> : achat sans limite d'obligations d'Etat à trois ans au maximum sur le marché secondaire<sup>27</sup>, à la condition que l'Etat fasse sa demande de soutien auprès des FESF et MESF

### **Symptômes**

Les pays les plus vulnérables, occupés par le Cheval de Troie UEM, entrent en récession et le chômage y atteint le quart de la population active et y dépasse le **50 %** des jeunes entre 16 et 24 ans.

### **Diagnostic**

Les mesures imposées entraînent un sentiment de profonde injustice (le payeur n'est le fauteur) et n'amènent pas la relance. Elles ne font qu'aggraver la crise.

### **Conséquences**

Une stratégie de slalom lent entre les pays du Sud et du Nord, représentés sans procuration par la France (pourtant dégradée de son AAA et en pleine crise économique) qui consiste à faire avancer l'ensemble de la masse européenne en circonvenant les plus petits incendies au fur et à mesure qu'ils éclatent permet de louvoyer entre les écueils économiques, sociaux, démocratiques, politiques sans jamais les aborder en plein pour déboucher sur le **fait accompli** d'une union confédérale. C'est la politique de la Terre brûlée.

## **6- CRISE DE LA BALLE DANS LE PIED : LA SUISSE ENTRE DANS LA CRISE Le no 1 mondial de la banque donne le ton : UBS**

**mars - avril 2007** Le leader mondial donne le ton : UBS révèle au monde la crise des subprime et ferme en mai Dillon Read Capital Management division créé en 2005 pour donner une position à John Costas (créateur de UBS Investment banking de 2000 à 2005 et à une importante équipe de professionnels, lui-même remplacé par Huw Jenkins), tout en reprenant pour compte propre les positions. A ce moment la perte constitue le 18 % de la future perte de l'UBS de \$ 19 milliards. Les opérations continuent jusqu'au milieu 2007, alors que les opérateurs se retirent du marché subprime. La perte contribuera pour 84 % de la perte finale de \$ **37** milliards (2008), dont sur hypothèques le record de tous les prêteurs : \$ 24 milliards.

**octobre 2007** : UBS annonce l'impossibilité de vendre ses positions suite à l'assèchement du marché.

<sup>26</sup> Outright Monetary Transaction

<sup>27</sup> "Pour rester dans les limites de son mandat"

**décembre 2007** : UBS obtient \$ **11.5** de fonds propres, dont 9.7 d'un fonds souverain de Hong-Kong et \$ 1.8 milliards d'un investisseur moyen-oriental en contournant les droits des autres actionnaires, ce qui n'empêche l'action de s'écrouler de plus de 70 % et dividende annulé depuis.

**octobre 2008** : la **Confédération** investit CHF. 6 milliards dans le capital (obligations convertibles à 11 %) et la BNS reprend \$ 60 milliards de crédits illiquides.

**Février 2009** : UBS annonce une seconde perte 2008 de CHF **20** milliards et l'amortissement depuis le début de la crise financière en 2007 de \$ **50** milliards dans le subprime et supprime **11000** emplois.

**Juin 2008** : le **FBI**, donnant suite à l'information de l'US **Internal Revenue Service** saisi par le Département de Justice des aveux sous serment de **Brad Birkenfeld** demande à se rendre en Suisse pour poursuivre une plainte d'évasion fiscale de plusieurs milliards contre UBS

**juillet 2008** : une commission du **sénat** accuse des banques suisses, notamment UBS et LGT Group de vendre activement **l'évasion fiscale** à de riches Américains (19000 comptes, \$ 20 milliards).

**février 2009** : UBS paie une amende \$ **780** millions au Gouvernement et passe un accord transactionnel quant à l'accusation de fraude et conspiration avec le Service des revenus. Le jour suivant le Gouvernement poursuit UBS pour l'obtention de **52000** noms de citoyens américains pour fraude dans les déclarations fiscales

Le lendemain la FINMA livre l'identité de **450** clients américains.

**août 2009** : UBS annonce le **règlement** du litige avec l'**IRS**, et la **brèche** sur le secret bancaire est ouverte.

**été 2009** : après le refus de *séparer wealth management, investment banking et asset management* des services de la banque et la vente fructueuse de certaines affiliées, UBS place \$ 3.5 milliards d'actions auprès d'institutionnels, la confédération est **remboursée** de ses CHF 6 milliards avec profit.

**juillet 2010** : la Suisse approuve un accord visant à **livrer les noms** de clients de banques suisses suspectés d'évasion fiscale.

**août 2011** : licenciement de **8500** employés.

**15 septembre 2011** : scandale du rogue trader Kweku Adoboli, pertes de \$ 2.3 milliards, suite à la spéculation contre le CHF. Critiques du Fonds Souverain du Gouvernement de Singapour, principal actionnaire.

**24 septembre 2011** : **démission du président Oswald Gruebel sur ordre du fonds souverain singapourien**

octobre 2011

**Bâle III.** Application **suisse**, lancement de la consultation, jusque 16 janvier 2012. Mise en œuvre 2013, achevée fin 2018 : renforcement des fonds propres (montants et qualité) comme pour tous, avec pour la Suisse, montant plus élevé et amélioration transparence. En Europe : 9.5 % de fonds proposes refus de principe aux USA

**to big to fail** légalisé

juin - juillet 2012

**FATCA**<sup>28</sup>, signature d'un accord-cadre avec les USA pour la mise en œuvre (après de nombreux pays européens) de la loi fiscale américaine en Suisse et par les sociétés suisses à l'étranger : assistance administrative, mais premier pas vers l'échange automatique et généralisé (comme pour les pays européens)

**MROS**<sup>29</sup>, soumise au Parlement : échange sans formalité entre administrations homologues d'informations sur intermédiaires financiers suisses dans la lutte contre le blanchiment d'argent sale (2 à 5 % du PNB mondial selon le FMI) et le financement du terrorisme et criminalisation des infractions fiscales les plus graves (selon recommandations GAFI<sup>30</sup>), mais indépendamment des procédures judiciaires

**Protection des données.** Transmission des données aux USA avec noms d'employés par les banques suisses, selon décision du Conseil fédéral du 4 avril. Onze banques, qui ont repris la clientèle américaine d'UBS sont accusées de fraude, recherche d'un accord extra-judiciaire : doute sur le respect de la **Loi fédérale sur la protection des données, at. 4, sur le code des obligations à propos de la protection de la personnalité du travailleur, art. 328, sur le code pénal à propos des actes exécutés sans droit pour un Etat étranger, art 271.** Conseil fédéral, FINMA<sup>31</sup> et banques se rejettent la responsabilité : scandale éthique et perte d'image

Accord sur les demandes groupées (*fishing information*)<sup>32</sup>, approuvé par la Suisse.

17 juin

**Caisses de pensions suisses**, rendement 2012 : 0.3 %<sup>33</sup> insuffisant, taux de couverture en baisse. Problèmes dans les caisses publiques. Taux technique 3.5 à 4 % (escompte des sorties à terme). Le taux de rendement des placements escomptés à terme devrait dépasser le taux technique de 0.5 %.

début septembre Suisse

Le PIB finit par marquer le pas : **0.5 %**<sup>34</sup> pour 2012 au lieu de 1.2 % (0.5 % entre juin 2011 et juin 2012<sup>35</sup>).

<sup>28</sup> foreign Account Tax Compliance

<sup>29</sup> Money laundering reporting office

<sup>30</sup> Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent

<sup>31</sup> Swiss financial market authority

<sup>32</sup> Art. 26 convention fiscale OCDE : renseignements sans identification préalable, avec identification à la clé

<sup>33</sup> Contre 2.4 % par an au cours des 10 dernières années, Source : Suisse Canto, enquête mai 2012 et contre 1.62 (LPPP 25) et 0.19 (LPP 40) en 2011 selon indice LPP.

<sup>34</sup> Selon CS

10 septembre

Birkenfeld, ancien cadre UBS à Genève et à New-York reçoit 100 millions de \$ pour avoir dénoncé les clients fraudeurs du fisc. Institutionnalisation du Whistleblower ou dénonciateur dans l'intérêt public.

Conclusion pour la Suisse

- Après les ventes de CDROM aux autorités allemandes et françaises, grave défaite pour la Place financière suisse, le secret bancaire et les valeurs que la Suisse défend
- La crise vient des excès criminels et répétitifs de l'UBS aux USA. Le problème de la confiance au centre du débat.
- La crise entre en Suisse par la porte de la capitulation institutionnelle et de la décredibilisation
- En raison de notre approche legaliste et à cause de l'arrogance de quelques banquiers en bonne partie zurichois, la crise est entrée en Suisse par la petite porte alors que rien ne l'y invitait. Le déficit d'image en matière de confiance sera très long et difficile à combler
- Le coût n'est pas à ce jour évalué et les coupables courent toujours.

### **CONCLUSION. CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS**

Crise financière, crise des valeurs, le monde économique globalisé présente des acteurs aux **idéologies différentes**, voire opposées. Différentes en quel sens ? L'Occident croit en la vertu d'une loi absolue, celle du **libéralisme** dont le fer de lance, le marché libre, engendre, avec sa propre culture, une société de même type. La Chine qui croit dans les vertus absolues de **l'Empire du Milieu** et joue le jeu de l'économie libérale pour en saisir les ressources, elle qui vise l'épanouissement de l'Empire dans une culture qui n'a rien d'occidental, de démocratique ou de libéral, mais qui est taoïste, confucéenne et bouddhiste.

En Occident l'objectif commun, initié par les Hébreux, développé par Israël, accompli autour du christianisme est la mise en valeur de la **personne**, de l'individu. Ici le sens de toutes choses demeure un but ultime et hors de portée : nous parlons d'absolu sans comprendre mais en y **croyant** : nous nous présentons dans un impossible rapport avec une valeur qui nous dépasse : le rapport de transcendance avec l'infini, avec Dieu. **La personne est le lien décisif de la transcendance** : telle est la valeur dans notre tradition de l'individu, lui-même transcendant et donc libre et digne infiniment. C'est la civilisation de l'Alliance qui repose sur la valeur de l'individu. Les Droits de l'homme expriment l'évolution de l'Alliance vers la laïcité.

---

<sup>35</sup> Selon SECO4

En Chine l'objectif traditionnel est la **survie**, soit le culte des ancêtres assuré par la reproduction humaine qui nécessite qu'en priorité soit engendré un garçon. Fonder une famille exige un minimum alimentaire (le paysan) et le développement d'une économie qui donne à la collectivité le maximum de chances de survie. Les rôles sont cadrés dans une tradition fortement hiérarchique où le poids du **collectif** prime celui de la personne. La relation à l'autre et le sens de la vie se jouent dans l'immanence et ne reposent ni sur les valeurs démocratiques ou libérales, ni sur la transcendance.

Sur la scène occidentale on assiste à deux représentations qui, se référant à une culture identique, reposent sur un **pari antagoniste**. Aux USA le pari est à la relance par l'injection de liquidités au risque de l'endettement. En Europe le pari est à la rigueur au risque de l'injustice et de la dislocation sociale. Dans les deux cas à ce jour, soit six ans après l'éclatement de la crise, le résultat est un endettement qui met en cause la souveraineté de l'Etat, partant celle du peuple, de l'individu, de sa liberté, bientôt de sa dignité, sans que la peste moderne, le chômage, à commencer par celui des jeunes, ne cesse d'augmenter, ou ne stagne au-delà des seuils supportables.

Or la cause de la crise est principalement la **dérive systémique de la finance** qui, par ingéniosité, est parvenue à se libérer de son rôle : être au service de l'économie. Poursuivant des fins qui lui sont propres, exonérée de tout carcan juridique, politique, ou de bon sens, elle vise des buts immédiats de fortune et de paraître, qui engagent et épuisent l'ensemble de nos ressources économiques, sociales et politiques, à commencer par la croissance, le développement, la poursuite de la mise en valeur de l'individu dans un cadre collectif et souverain. La finance, pariant sur le mythe prométhéen, développe à l'infini une valeur technologique qui menace celles qui fondent notre société et notre identité. La Suisse, qui a su maîtriser ce problème avec l'affaire UBS, et qui se présente dans la crise en formation de combat prometteur, risque d'être entraînée dans la pandémie par la grande porte institutionnelle en raison des excès criminels de certains de ses financiers.

*Jean-Marie Brandt*

## ANNEXE : DÉFINITIONS

### ETYMOLOGIE

- crise

Grec *crisis* (κρίσις) : faculté de se faire une opinion personnelle, de séparer (distinguer, juger, faire un choix, séparer, trier, contester), et d'agir en conséquence : décider par choix. Phase aiguë d'une situation aliénante, telle la maladie.

Grec *krino* (κρίνω) : séparer, distinguer, choisir, décider, trancher, juger, interpréter, faire entrer dans la phase critique.

- valeur

Latin *valeo* : être fort, puissant, s'établir, se maintenir, régner, avoir une signification, un sens, être en bonne santé.

### DÉFINITIONS

- **Crise financière** : crise de change, ou bancaire, ou boursière, ou de la dette publique (relativement fréquentes). Une crise financière qui dure comporte des conséquences sur l'économie.
- **Crise économique** : les conditions-cadres de la société, les structures et les procédures de gestion de ses ressources, sont mises en question au point de risquer une détérioration durable (peut être partie intégrante de cycles économiques, et répondre à des jugements et des actions conventionnelles).
- **Récession** : phase passagère de cycle économique négatif (baisse du PIB).
- **Dépression** : diminution durable de la production et de la consommation (depuis deux trimestres consécutifs de baisse du PIB).
- **Crise en général** :

Situation qui exige un jugement et une décision hors des schémas habituels, ou de l'expérience acquise, elle a une dimension relationnelle, éthique et elle :

- Fait appel à l'opinion personnelle
- Se présente comme un paroxysme qui nécessite de rompre avec l'acquis, l'habitude
- Représente la fin d'un monde et des composantes incapables de s'adapter
- Offre le potentiel de renaissance à un monde meilleur

Saut qualitatif dans l'évolution du monde, de la société, de l'homme, état de séparation entre deux mondes, deux manières d'être et de faire.

Opportunité de faire mieux, beaucoup mieux, qui est inattendue, qui nécessite un bon jugement et un engagement immédiat.